

**COMMUNIQUÉ  
POUR DIFFUSION IMMÉDIATE**

**Élections fédérales 2021 : les budgets consacrés au secteur agricole  
doivent être bonifiés**

Longueuil, 18 août 2021 – L'Union des producteurs agricoles (UPA) demande au prochain gouvernement d'augmenter l'ensemble des budgets consacrés au secteur agricole, incluant les programmes de gestion des risques de l'entreprise (GRE).

**« Améliorer l'autonomie alimentaire du pays commande une agriculture robuste, pérenne et compétitive, capable de satisfaire aux attentes croissantes des consommateurs et de saisir les opportunités sur les marchés d'ici et d'ailleurs. Les agriculteurs et les agricultrices doivent pouvoir compter sur un appui à la hauteur de ce grand défi, comparable à leurs principaux compétiteurs internationaux », a déclaré le président général de l'UPA, Marcel Groleau.**

Parmi les pays de l'Organisation de coopération et de développement économique, le Canada est celui qui a le plus diminué son soutien à l'agriculture, surtout depuis les coupes importantes de 2013 (440 M\$ par année en moins). À l'heure actuelle, les transferts budgétaires reçus par les producteurs américains, en pourcentage de la valeur totale de la production agricole, sont plus de deux fois supérieurs (8 %) à ceux reçus par les producteurs canadiens (4 %). Nos entreprises agricoles sont donc nettement désavantagées sur le plan international. Pour obtenir un soutien équivalent aux producteurs américains, un investissement additionnel de 2,6 G\$ par année est requis.

Nous assistons aussi à une diminution marquée du taux de participation des producteurs au programme Agri-stabilité. Ces derniers doivent actuellement afficher des pertes de plus de 30 % avant d'être admissibles. Cette condition fait en sorte que le programme n'intervient pas lorsque la situation le requiert.

Finalement, les fermes canadiennes sont de plus en plus confrontées à de nouveaux types de risques qui peuvent affecter considérablement leur situation financière (biosécurité des élevages, conflits commerciaux, aléas climatiques, crise sanitaire, etc.). Les programmes de GRE actuels captent difficilement ces nouveaux enjeux et requièrent une bonification significative. C'est pourquoi l'UPA demande au futur gouvernement canadien :

- **d'augmenter les budgets consacrés au secteur agricole;**
- **de maintenir l'ensemble des programmes de GRE actuels et de les bonifier dès cette année pour qu'ils soient mieux adaptés aux risques émergents;**
- **de réduire les coûts d'adhésion aux programmes durant les cinq premières années pour la relève.**

Pour en savoir plus sur les enjeux agricoles et forestiers de la campagne électorale 2021, visitez le <https://www.upa.qc.ca/fr/campagne-electorale-federale-2021/>